



## **Le soutien aux dictatures**

L'effondrement du bloc communiste, la chute du mur de Berlin et la disparition de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), ces trois événements historiques consécutifs, presque simultanés, marquent la fin de la période de la guerre froide. Depuis lors, tous les grands dirigeants de ce monde, soutenus par une majorité d'experts affidés et de conseillers dévoués, affirment avec force et persuasion que les relations internationales sont désormais régies par de nouvelles règles : celles de la démocratie et du respect des droits de l'Homme.

Sorties victorieuses de leurs affrontements et oppositions avec le monde communiste sur des projets de société, de politiques économiques et de conception même de la liberté, les puissances occidentales – les États-Unis en tête – annonçaient déjà en 1945, à la fin du second conflit mondial, leur ferme volonté d'instaurer un ordre mondial fondé sur l'universalité des valeurs de la démocratie.

Mais très vite l'image du monde libre va être entachée par l'obstination des puissances coloniales, la Grande-Bretagne, la France et le Portugal plus particulièrement, à vouloir conserver leurs empires coloniaux. De

nombreux pays n'accèdent à l'indépendance qu'au prix d'une lutte acharnée contre les forces coloniales, dans un bain de sang et au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. D'ailleurs l'Organisation des Nations unies (ONU) ne reconnaît ce droit aux nations colonisées qu'en 1960<sup>10</sup>; étrange pour une organisation qui a adopté en 1948, au moment de sa création, la Déclaration universelle des droits de l'Homme. De nombreux pays n'obtiennent leur indépendance qu'à la fin des années soixante-dix, voire beaucoup plus tard.<sup>(2)</sup> Il faut dire que les puissances coloniales n'ont cédé leurs empires outre-mer que par la force du mouvement d'émancipation des nations colonisées, symbolisé par la conférence de Bandung.<sup>(3)</sup>

---

<sup>10</sup> Résolution 1514 votée le 14 décembre 1960.

<sup>(2)</sup> Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Cap-Vert, São-Tomé-et-Principe (anciennes colonies portugaises), Djibouti, les Comores (anciennes colonies françaises) notamment n'accèdent à l'indépendance qu'à la fin des années 1970. En 2007, Gibraltar et les îles Falkland demeurent sous contrôle britannique, l'île de Mayotte reste française, l'Espagne occupe toujours Ceuta et Melilla au Maroc et ce dernier s'oppose au Polisario depuis 1975 au sujet du Sahara occidental. L'île de Diego Garcia, dans l'océan Indien, est toujours une importante base militaire américaine.

<sup>(3)</sup> Sur l'initiative de Nehru (Inde), Zhou Enlai (Chine), Nasser (Égypte) et Sukarno (Indonésie, pays hôte), vingt-neuf États asiatiques et africains ainsi que trente mouvements de lutte pour l'indépendance se réunissent à



Désireuses malgré tout de préserver leurs intérêts dans leurs anciennes colonies mais également soucieuses d'empêcher toute avancée du bloc communiste, pendant la guerre froide, les puissances occidentales ont soutenu des régimes totalitaires, facilité parfois l'accession au pouvoir de véritables despotes et même contribué à renverser des dirigeants démocratiquement élus.

Avant de se retirer de leurs anciennes colonies, les puissances coloniales ont veillé à transmettre le pouvoir à des dirigeants favorables à la préservation de leurs intérêts. Houphouët Boigny, président de la Côte d'Ivoire de l'indépendance, acquise en 1960, jusqu'à sa mort en 1993 et qui fut plusieurs fois ministres du gouvernement français de 1956 à 1959, symbolise cette politique de la France dans ses anciennes colonies d'Afrique.<sup>(4)</sup> Omar Bongo dirige le Gabon depuis 1967 et ne semble nullement pressé de quitter ses fonctions. Lui aussi a toujours bénéficié du soutien inconditionnel des

dirigeants français, de droite comme de gauche. Pourtant le président gabonais a longtemps imposé le parti unique dans son pays. Et si finalement il accepte, en 1990, d'instaurer le multipartisme, ce n'est que sous la pression des manifestations qui se multipliaient dans le pays. Cela ne l'empêche pas de se faire réélire en 1993, 1998 et 2005 et d'envisager briguer un nouveau mandat en 2012. Si son état de santé ne lui permet pas (il aura soixante dix-sept ans en 2012), il tentera de transmettre le pouvoir à son fils Ali Bongo, ministre de la Défense depuis 1999. Les analystes et les journalistes usent d'un néologisme pour qualifier cette politique : la *Françafrique*. Il s'agit là d'un euphémisme pour éviter de parler d'une nouvelle forme de colonialisme.

Lorsqu'il était encore ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, le nouveau président de la république française affirmait au sujet de l'Afrique qu'il voulait :

*« (...) la débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent. Le fonctionnement normal des institutions politiques et diplomatiques doit prévaloir sur les circuits officieux qui ont fait tant de mal par le passé. Il faut définitivement*

---

Bandung, en avril 1955. Ils lancent un appel pour l'émancipation des pays colonisés, revendiquent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et affirment l'égalité de toutes les nations.

<sup>(4)</sup> Pendant la longue période passée à la tête de la Côte d'Ivoire, Houphouët Boigny impose le parti unique. Ce n'est qu'en 1990, après quarante ans de règne sans partage et trois ans avant son décès, qu'il consent à instaurer le multipartisme.



*tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés ».*

Et promettait, en cas d'arrivée à l'Élysée de « *cesser de traiter indistinctement avec des démocraties et des dictatures.* »<sup>(5)</sup>

Il faut dire que le soutien des démocraties occidentales, et plus particulièrement de la France, aux despotes africains a pris parfois des dimensions carnavalesques. L'appui au dictateur Jean Bédel Bokassa constitue un exemple tragique et burlesque des relations internationales de l'époque de la décolonisation et de la guerre froide. En effet, le 4 décembre 1977, le sacre de Jean Bédel Bokassa empereur de Centrafrique a lieu en présence de représentants de toutes les grandes nations dites démocratiques. René Journiac, conseiller technique à la présidence de la république, assiste à cette cérémonie en tant que représentant personnel de Valéry Giscard d'Estaing, président de la république française. A cette occasion, il offre, au nom de la France, un sabre de l'époque napoléonienne au nouvel empereur et tyran sanguinaire.<sup>(6)</sup> Près de deux ans plus tard, en septembre

1979, la France change son fusil d'épaule, se ravise et, en apportant son soutien militaire à David Dacko, facilite la destitution de Jean Bédel Bokassa.

Au sein des démocraties occidentales, les anciennes puissances coloniales ne sont pas les seules à avoir soutenu des régimes totalitaires. Les États-Unis, dans leur guerre par satellites interposés avec l'ex-URSS, ont également fourni des appuis financiers, logistiques et militaires à des dirigeants qui violaient ouvertement les droits de l'Homme dans leurs pays. Pendant toute la période de la guerre froide, le seul objectif des États-Unis consistait à faire plier l'URSS et ses pays alliés, sans se soucier du respect des droits de l'Homme.

Au Guatemala, le chef de l'État, Arbenz Guzman, élu à la présidence avec l'appui des communistes, lance en 1951 un projet de réforme agraire visant à récupérer les terres exploitées par la firme américaine United Fruit and Co, pour les redistribuer aux paysans. Cette décision provoque l'ire du puissant voisin qui craint que le Guatemala ne rejoigne le camp de l'ennemi soviétique. Une junte militaire, soutenue par la Centrale Intelligence Agency (CIA), les services secrets américains, renverse Arbenz Guzman et le contraint, en 1954, à l'exil. Dès qu'ils s'emparent du

<sup>(5)</sup> Propos tenus par Nicolas Sarkozy, le 19 mai 2006, au Bénin et cités par Jeune Afrique, N° 2391, Paris, du 5 au 11 novembre 2006.

<sup>(6)</sup> Anecdote rapportée par l'envoyé spécial du journal Le Monde, présent à la cérémonie. Le Monde, Paris, 6 décembre 1977.



pouvoir, les militaires dotent le Guatemala d'une nouvelle constitution qui interdit toute atteinte à la propriété privée et maintient ainsi l'oligarchie foncière qui prévaut dans le pays.

En 1953, en Iran, le Shah Reza Pahlavi remonte sur le trône à la faveur d'un complot fomenté par la CIA. Très vite, le régime du Shah s'avère une dictature militaire et policière où la SAVAK, la police politique, commet d'innombrables violations des droits de l'Homme. Le règne de Reza Pahlavi se caractérise par l'interdiction des partis politiques, la limitation des libertés syndicales et une presse muselée par la censure. Pourtant jusqu'à son renversement, en 1979 par les Ayatollahs, le Shah d'Iran a pu compter sur l'appui des États-Unis.

Au Chili, les Américains soutiennent l'armée, lorsqu'en 1973, elle renverse le gouvernement du socialiste Salvador Allende. Au Nicaragua, ils apportent un appui inconditionnel à la dictature du clan Somoza. Après la chute du régime Somoza en 1979 et l'arrivée au pouvoir des sandinistes, les États-Unis soutiennent les Contras (forces contre-révolutionnaires).<sup>(7)</sup> Les cadres des Contras

---

<sup>(7)</sup> Créé en 1961, le Front sandiniste de libération nationale est un mouvement de guérilla qui s'inspire d'Ernesto Che Guevara et de César Augusto Sandino une figure emblématique de la lutte armée contre la présence militaire américaine au Nicaragua (Sandino est assassiné

effectuent des stages d'entraînements aux États-Unis et l'organisation contre-révolutionnaire bénéficie de l'aide américaine. Les États-Unis forment et équipent les Contras et la CIA leur apporte son appui. À son arrivée à la Maison blanche en 1981, Ronald Reagan impose un embargo sur les exportations de blé américain vers le Nicaragua dirigé par les sandinistes et bloque les crédits votés par le Congrès.

Depuis la tragédie du 11 septembre 2001, les États-Unis disposent d'un nouvel adversaire : le terrorisme islamiste. Face à cet ennemi atypique, les États-Unis se considèrent comme les chefs de file des démocraties occidentales engagées dans un combat d'un nouveau genre.

Dans cette guerre asymétrique, les autorités américaines usent de tous les moyens, même ceux illégaux, pour tenter de mettre fin au terrorisme islamiste.<sup>(8)</sup> Les ennemis d'hier deviennent les amis d'aujourd'hui. Avant les attentats du World Trade Center, le Pakistan figurait sur la liste noire de l'administration américaine : Washington n'hésitait pas à qualifier le

---

en 1934 par la garde nationale dirigée par Anastasio Somoza García)

<sup>(8)</sup> Voir *Démocratie et lutte contre le terrorisme*, in *Visions du monde*.



Pakistan de « narco-État » ou de « dictature autoproclamée ». Au nom de la lutte contre le terrorisme, les Etats-Unis changent d'attitude et le régime du général Pervez Musharraf est désormais considéré comme un allié. Mais à vrai dire, les relations entre les deux pays n'ont jamais été complètement rompues. Pendant la période de l'occupation soviétique de l'Afghanistan, la CIA finançait les islamistes afghans (ils s'opposaient à l'occupation communiste) via les services secrets pakistanais. Plus tard, après le retrait de l'armée rouge, l'administration américaine utilisera les mêmes réseaux pour soutenir les Talibans, avant de s'en mordre les doigts. Une fois encore, les amis d'hier sont devenus les ennemis d'aujourd'hui.

L'Irak n'échappe pas à cette règle des revirements stratégiques habituels de l'administration américaine. Howard Teicher, membre du Conseil national de sécurité sous la présidence de Ronald Reagan, était l'un des responsables de la politique américaine vis-à-vis de l'Irak. Il déclare en 1995, lors du procès sur les ventes d'armes à l'Irak, que « *les Etats-Unis ont activement soutenu l'effort de guerre irakien (...) afin de s'assurer que Bagdad dispose de l'équipement nécessaire pour ne pas*

*perdre le conflit* [contre l'Iran]. »<sup>(9)</sup> Au cours de ce procès, Howard Teicher révèle que pendant la guerre Iran-Irak (1980-1989), les États-Unis ont fourni des précurseurs chimiques, des insecticides, des tubes métalliques, des composants de missiles et des ordinateurs au régime de Saddam Hussein. Au cours de la première guerre du Golf (1991), les soldats de la coalition internationale saisissent de nombreux équipements de fabrication américaine (sortis des usines de l'Union Carbide et Honey Well notamment).

Le renversement de Saddam Hussein et l'invasion de l'Irak répondent davantage à des velléités de mainmise sur le pétrole irakien qu'à une réelle volonté de propager les valeurs de la démocratie et de la bonne gouvernance. Les États-Unis cherchent à assurer leur approvisionnement en pétrole. Soucieux de réduire leur dépendance énergétique vis-à-vis du Proche-Orient, ils décident de diversifier leurs importations de pétrole brut. A cet effet, ils augmentent leurs importations en provenance d'Afrique de l'ouest, de Guinée Équatoriale notamment. Pourtant la Guinée Équatoriale est dirigée de main de fer, depuis 1979, par Obiang Nguema. Les organisations internationales de défense des droits de

---

<sup>(9)</sup> Compte-rendu du procès cité par Le Monde, Paris, 8 mars 2003.



l'Homme accusent régulièrement les autorités du pays de violations des droits de l'Homme. Cela n'empêche pas Georges W. Bush de recevoir en 2002, à la Maison blanche, Obiang Nguema et de décider de rouvrir, après huit ans de fermeture, l'ambassade des États-Unis à Malabo.

Même la Syrie, aujourd'hui mise au ban des nations pour son attitude au Liban et accessoirement pour le caractère autoritaire de son régime, a pendant longtemps bénéficié de l'appui des démocraties occidentales. La Syrie est devenue une république héréditaire depuis que Bachir El Assad a succédé, à la tête du pays, à son père Hafid El Assad. Cette succession inédite s'est faite avec l'aval de la communauté internationale. En juin 2000, Madeleine Albright, secrétaire d'Etat américain et Jacques Chirac, président de la république française, assistent aux funérailles d'Hafid El Assad et approuvent la succession. Bachir El Assad est même reçu en 2001 et 2002 à l'Elysée par le président français.

À l'évidence, seule la recherche de leurs intérêts régit les relations qu'entretiennent les démocraties occidentales avec les autres États. Pour mettre un terme à son isolement sur la scène internationale, la Libye renonce, en décembre 2003, à son programme de fabrication d'armes de destruction massive et décide d'indemniser les familles des victimes

des attentats de Lockerbie et du DC10 d'UTA. Conséquence immédiate, les relations diplomatiques reprennent entre Tripoli et Paris. En novembre 2004, Jacques Chirac se rend en visite officielle en Libye. En avril 2006, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) conclut un accord de principe avec Tripoli concernant la vente à la Libye d'un mini-réacteur nucléaire de recherche. Le 7 décembre de la même année, le groupe français SOFEMA signe avec les autorités libyennes un contrat pour la remise en vol de douze avions Mirage F1. Quelques jours plus tard, le 19 décembre, la justice libyenne accède au souhait de Mouamar Kadhafi, « guide suprême de la révolution » et chef de l'Etat depuis 1969, qui réclame une sanction sévère et exemplaire dans le procès des cinq infirmières bulgares et du médecin palestinien de l'hôpital de Bizerte. Le tribunal condamne les six accusés à la peine de mort.

Comment expliquer ces soutiens aux dictatures de la part des démocraties occidentales ? Quelques idées sont avancées ici et là. Une retient davantage l'attention, non pas grâce à sa pertinence mais à cause de son déni à tout Homme de bénéficier du respect de ses droits. Certains prétendent que les pays en voie de développement ne sont pas prêts pour la démocratie. Cette idée n'est pas nouvelle. En 1964, déjà, Maurice Flory affirmait :



*« La démocratie est donc difficile dans un pays sous-développé. Il n'est pas certain – au moins sous sa forme occidentale – qu'elle soit souhaitable. Tout développement accéléré semble supposer un régime fort, capable de définir un plan rigoureux, de mobiliser les masses, de leur imposer de longs sacrifices. »<sup>(10)</sup>*

Avec le recul, plus de trente ans après, cette analyse ne supporte pas l'évaluation. Trente ans plus tard et après cinquante années d'indépendance et malgré les régimes autoritaires, les pays du Sud ne connaissent toujours ni le progrès économique ni la démocratie. Pourtant cette idée s'est largement propagée et demeure d'actualité. En 1986, Jacques Chirac – alors Premier ministre, la reprend à son compte lors d'un déplacement à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Les démocraties occidentales reconnaissent implicitement soutenir des régimes qui violent les libertés fondamentales et qui portent atteintes de manière systématique aux droits de l'Homme. Elles affirment le faire parce que selon elles, l'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie.

Nicolas Sarkozy a reçu fin mai 2007, dix jours après son élection à la présidence de la

république, Omar Bongo, son homologue gabonais qui a connu tous les présidents de la Vième république. Nicolas Sarkozy a certainement déjà oublié sa déclaration faite au Bénin.<sup>(11)</sup> Peut-être n'y a-t-il jamais cru ? Une autre interrogation s'impose alors : « *En fait, il semble que la bonne question à se poser ne soit pas celle de l'évolution des États (...) vers la démocratie mais la question des conditions par lesquelles l'autoritarisme et, plus précisément, l'autocratie se maintient à travers les changements même qu'elle met en œuvre.* »<sup>(12)</sup>

Copyright © Youssef Jebri. Juin 2007

---

<sup>(10)</sup> Maurice Flory, in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome III, Éditions CNRS, Paris, 1964, p18.

---

<sup>(11)</sup> Discours cité, voir supra. Cf. note 5, p3.

<sup>(12)</sup> Jean-Noël Ferrié et Jean-Claude Santucci, *Dispositifs de démocratisation et dispositifs autoritaires en Afrique du Nord*, CNRS Éditions, Paris, 2006, p11.